

Paris, le 14 septembre 2015

CONSEIL D'ARRONDISSEMENT EN FORMATION DE CICA
COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU 14 SEPTEMBRE 2015

Le lundi 14 septembre à 18 heures 00, les membres du Conseil du 14^e arrondissement de Paris et les représentants des associations, membres du CICA, se sont réunis dans la salle des mariages de la Mairie du quatorzième arrondissement, sur convocation adressée individuellement à chacun des conseillers.

Cette convocation porte sur le thème suivant :

Conférence internationale pour le climat : COP21

Membres présents :

M. Didier ANTONELLI, Mme Marianne AUFFRET, M. Éric AZIERE, M. Hervé BÉGUÉ, Mme Agnès BERTRAND, Mme Célia BLAUDEL, M. Amine BOUABBAS, M. Pascal CHERKI, M. Stéphane FERTIER, M. Cédric GRUNENWALD, Mme Élisabeth GUY-DUBOIS, Mme Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, Mme Sylvie LEKIN, M. Bertrand LESAIN, M. Florentin LETISSIER, M. Nicolas LIEBAULT, M. Cyril MOURIN Mme Carine PETIT, Mme Danièle POURTAUD, M. Armand RENARD, Mme Mélody TONOLLI.

Excusés n'ayant pas donné pouvoir :

Mme Marie-Claire CARRERE-GÉE,
Mme Catherine CHEVALIER,
Mme Marie-Laure DAUCHEZ,
Mme Valérie MAUPAS,
Mme Caroline MECARY,
Mme Chantal MERCHADOU,
M. Étienne MERCIER,
Mme Olivia POLSKI,
M. Hermano SANCHES RUIVO

La séance est ouverte par Madame la Maire à 18 heures 00.

Mme PETIT - Je vous remercie pour votre présence à cette grande soirée de rentrée. Le premier round de la soirée est le CICA : une heure et demie de débat entre le Conseil d'arrondissement et les acteurs associatifs du 14^e. Le thème retenu est le climat et la mobilisation citoyenne autour de ce moment important à l'échelle de notre planète.

Le bureau du CICA avait souhaité retenir ce thème, ce qui correspondait aux objectifs fixés par toute l'équipe municipale en ce qui concerne la participation à cette conférence de fin d'année qui se tiendra à Paris et dans notre région.

L'objectif de ce soir est de prévoir le plus de temps possible pour les échanges et le dialogue.

Merci à toutes et à tous d'être présents. Mes deux adjoints, Didier ANTONELLI, en charge des associations et de la vie associative, et Florentin LETISSIER, en charge du développement durable, seront à mes côtés pour enrichir le débat et les échanges. Je remercie également Célia BLAUDEL, adjointe à la Maire de Paris, en charge du climat et du développement durable, élément précieux en cette période, et pour toute cette mandature.

Je souligne la présence de Pascal CHERKI, en tant qu' élu de ce Conseil, et celle de Denis BAUPIN, au premier rang, très investi sur ces questions. Merci de prendre le temps d'assister à nos débats.

Sans plus tarder, je vais passer la parole aux intervenants prévus. J'espère que durant cette heure et demie de débats, nous aurons toujours le souci de voir comment travailler à poser les débats autour de la planète, et comment, à l'échelle de la Ville de Paris et de la mairie d'arrondissement, nous pouvons agir de manière durable et pérenne.

Je lance le débat.

M. FEMIS - J'ai l'habitude, lorsque j'interviens sur l'écologie et l'environnement, de faire un bilan de l'état de la planète. Je ne pense pas que cela soit nécessaire ce soir, car aujourd'hui, contrairement à ce qui s'est passé il y a 25 ans, l'ensemble de la population est relativement bien informée de ces questions et de plus en plus consciente de subir déjà les conséquences du dérèglement climatique.

La responsabilité des activités humaines dans le réchauffement est désormais bien comprise. La plupart des climato-sceptiques qui s'expriment sont en fait au service des pollueurs.

Sur ce à quoi on peut s'attendre, je voudrais faire référence à une étude récente, qui vient de paraître dans la presse scientifique, dont le premier signataire est James HANSEN, dont certains d'entre vous ont peut-être entendu parler. Ce climatologue éminent, qui a travaillé longtemps à la NASA, et qui travaille maintenant à l'Université Columbia de New York, a été l'un des premiers lanceurs d'alerte sur le réchauffement climatique dans les années 80. Il signe cette publication avec 17 autres chercheurs, en particulier un chercheur français, MASSON DELMOTTE. James HANSEN prévoit des conséquences climatiques bien plus rapides et plus graves que celles qui figuraient dans le dernier rapport du GIEC, le Groupe International des Experts du Climat.

Ce papier se base sur l'étude d'une période géologique, le Ionien, dernière période de réchauffement important de la planète avant celle dans laquelle nous nous trouvons. Il faut savoir que la température à cette période était de un degré supérieure à celle d'aujourd'hui. Que constatait-on alors ? Que le niveau de la mer était de 6 à 8 mètres supérieur à ce qu'il est aujourd'hui. D'autre part, toute une série d'indices montrent que les cyclones et les tempêtes entraînaient régulièrement des vagues de 40 mètres de haut.

Ces chercheurs délivrent le message suivant aux décideurs politiques : au lieu de définir des barrières

de sûreté, il est nécessaire de réduire les émissions de CO₂, tout de suite et maintenant.

Cette étude ne remet pas en cause la qualité du travail du GIEC en général, mais il est évident qu'une équipe qui publie un article scientifique n'est pas soumise aux mêmes compromis qu'un organisme inter-gouvernemental. D'ailleurs, le GIEC lui-même vient de relever ses prévisions d'augmentation du niveau de la mer à un mètre.

Après des décennies de conférences internationales et intergouvernementales, ou nationales, comme le Grenelle de l'Environnement, il faut savoir que nous en sommes à la COP21, c'est-à-dire qu'il y en a eu 20 précédemment. Il faut bien dire que le bilan d'efficacité de ces conférences est proche de zéro. Les émissions de gaz à effet de serre continuent à augmenter, la température de la planète augmente toujours au même rythme. Cela entraîne d'ores et déjà des conséquences qui sont surtout sensibles, il faut insister, pour les populations les plus pauvres.

Certains voudraient savoir pourquoi une association comme ATAC a fait de l'écologie l'une de ses principales réflexions. En effet, ATAC est une association qui lutte contre la financiarisation de l'économie et contre la soumission des responsables politiques aux banquiers et aux multinationales. Si l'on analyse les causes de l'emballement de la pollution de la planète et de l'augmentation de l'effet de serre, on voit bien qu'elles résultent de l'avidité des banquiers qui investissent dans les fonds de pension des multinationales, avec une mention particulière pour les magnats de l'industrie pétrolière.

Je ne vais pas développer ce problème, je me bornerai à vous conseiller fortement un livre, *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique*. Il est publié chez Actes Sud et il est facile à lire.

Les écologistes sont fréquemment dénoncés comme les ennemis du progrès, ils le savent. Quand on réfléchit, et que l'on regarde la façon dont est produite l'électricité dans la plupart des pays développés, et dans les autres, le procédé est toujours le même : faire bouillir de l'eau, pour faire tourner les turbines, et ce, quelle que soit la circulation de chaleur (machine à vapeur, charbon...). Cela n'a pas changé depuis le début.

La plupart des conservateurs accusent la démographie d'être responsable du dérèglement écologique. Mais il suffit de comparer les différents taux de natalité pour s'apercevoir que la natalité ne diminue que quand la pauvreté régresse. Ce n'est pas un problème de natalité mais de pauvreté.

Un autre aspect : nourrir les humains. On nous dit (et récemment encore, avec la crise que connaissent les éleveurs), qu'il faut augmenter les rendements des cultures, la taille des élevages, et au-delà, que l'on sera sauvé par les Organismes Génétiquement Modifiés. Or, on s'aperçoit qu'il est tout à fait possible de nourrir la planète avec l'agriculture biologique, dont le rendement s'approche de plus en plus de l'agriculture intensive, pour une raison simple : l'agriculture intensive épuise les sols.

Les études réalisées dans les centres d'études les plus importants au niveau mondial démontrent qu'il est tout à fait possible de répondre aux besoins d'énergie de la planète uniquement par les énergies renouvelables : le solaire, l'éolien, la biomasse, à des prix qui se rapprochent de plus en plus de ceux des autres énergies, en particulier le nucléaire.

On pourrait allonger ce genre d'arguments et de contre-arguments. Si nous ne changeons pas de modèle énergétique, commercial, et finalement d'économie, nous n'arriverons à rien. Si nous arrivons à changer ces systèmes, nous arriverons, sans diminuer le niveau de vie, à sortir du problème.

Il existe toute une série de mesures que je ne vais pas énumérer maintenant, par exemple, interdire le chauffage électrique dans les nouvelles constructions.

On en arrive à être extrêmement pessimistes : on se dit qu'il faudra que des régions comme New York, Londres, Amsterdam, Shanghai, que des régions ou des pays entiers comme le Bangladesh ou le

Languedoc, soient sous les eaux pour que l'on se décide à faire quelque chose.

Nous voudrions croire qu'un sommet sur le climat marquera cette fois une rupture avec les précédents. Pour ma part, j'en doute, car la façon dont les pays qui dominent ce type de sommets, se comportent et sont bloqués sur leurs positions, bien illustrées par la façon dont ils ont traité un pays comme la Grèce récemment, montre bien que l'on ne peut pas vraiment s'attendre à des changements. Je suis assez pessimiste sur ce qui peut arriver dans une telle conférence, même si elle s'appelle 21 (elle pourrait s'appeler 28, 40 ou 250).

Je pense donc que ce sont les citoyens qui doivent se mobiliser. Prendre des petites mesures d'économie d'énergie chez soi est utile, mais cela ne résoudra pas le problème ; il faut une vraie mobilisation citoyenne sur le climat.

Je voudrais citer le mouvement Alternatiba qui vient de faire récemment un tour de France, qui s'est terminé par une manifestation à Toulouse qui a réuni 35.000 participants. Pour plus d'information, je vous invite à aller sur leur site, ainsi que sur celui du Réseau Action Climat, et de 350.org.

Je vous remercie.

{Applaudissements}

Mme PETIT- Je passe la parole à Célia BLAUDEL puis à Mme MELIN, de l'Association Nationale de Développement de la Nature, qui clôturera ces interventions qui ont pour objectif de lancer le débat entre nous

Mme BLAUDEL- Merci madame la Maire. Il y a eu un petit dysfonctionnement technique avec la présentation que je devais vous présenter. Elle sera donc au format papier et vous pourrez suivre ce que je vais vous dire. On vous diffusera par mail les films qui l'accompagnent.

À la demande des responsables du CICA, je vais tenter, dans les 10-15 minutes qui me sont imparties, de vous expliquer le rôle des villes par rapport à ce dérèglement climatique, du local au global : mobilisation des villes, mobilisation des citoyens. Je dirai un mot sur ce qui va se passer à Paris en décembre ; qu'est-ce qu'une COP21 ? A quoi cela sert-il ? Comment cela va-t-il se passer ?

Tous les enjeux sont entremêlés et se rencontrent. Quand on parle de climat, on tombe rapidement dans un débat de société plus global (et cela va bien au-delà de la seule question environnementale) : comment on consomme, comment on produit.

Le dérèglement climatique

Je souhaite faire un petit rappel de contexte : le dérèglement climatique n'est pas contesté, et on fait souvent le lien avec les villes. En effet, on accuse les habitants des villes d'être responsables des dérèglements climatiques. Les villes concentrent 50 % de la population et ce taux atteindra bientôt 60 %. Elles sont responsables de 70 % des émissions de gaz à effet de serre. Nous sommes responsables, du fait de notre mode de vie, d'un fort épuisement des ressources naturelles.

Si nous portons cette responsabilité sur nos épaules, c'est que l'action contre le dérèglement climatique se passe dans les villes. Ce constat est fait depuis 10,15, 20 ans. En effet, les villes possèdent des leviers de politique publique importants qui agissent sur un territoire pertinent. De plus, les villes et les mairies ouvrent un lien fort avec les citoyens, au sens large du terme : individuels, associations, ou responsables d'entreprises.

C'est en partant de ce constat que la Ville de Paris a décidé depuis 10 ans d'intégrer la problématique climat dans la mise en œuvre de sa politique publique. Pour cela, elle a lancé en 2007 un Plan Climat

Énergie Territoriale.

Carine PETIT citait la présence de Denis BAUPIN parmi nous ce soir. Il faut rendre à César ce qui est à César : il est le père du tramway, mais aussi du Plan Climat.

La première chose réalisée par la Ville en 2007, a été de rechercher les sources d'émission de gaz à effet de serre. Trois grandes sources ont été déterminées :

- tous les bâtiments : les logements ou les bâtiments administratifs ;
- les transports de personnes ou de marchandises ;
- l'ensemble des consommations et des déchets du territoire.

Le Plan Climat pose trois objectifs forts d'ici 2020 :

- réduire de 25 % les émissions de gaz à effet de serre de Paris ;
- réduire de 25 % les consommations d'énergie ;
- avoir une production de 25 % d'énergies renouvelables.

Pour ce faire, le Plan Climat agit à deux niveaux : il vient inspirer l'ensemble des politiques publiques de la Ville, dans le logement, le transport. Le deuxième volet est le cœur du débat que nous avons ce soir : la mobilisation du territoire. Vient un moment où l'ensemble de la société doit se remettre en cause.

Je ne vais pas vous faire un bilan exhaustif de ce qu'est le Plan Climat 2007. Je vais seulement vous donner quelques chiffres :

- 25.000 logements sociaux rénovés depuis 7 ans ;
- une politique de transport pour réduire la place de la voiture : mettre plus de transports doux, de transports en commun, augmenter la place du vélo ;
- le plan d'alimentation durable qui vise à 30 % d'alimentation bio dans la restauration scolaire ;
- 22.000 m2 de panneaux photovoltaïques pour produire de l'énergie dans Paris.

Ces politiques ont non seulement des effets à long terme concernant la réduction des gaz à effet de serre et la préservation de la planète mais aussi des co bénéfices de court terme d'amélioration de la qualité de vie. Je pense aux logements qui ont bénéficié de rénovation thermique, dans lesquels on a obtenu en moyenne 30 % de réduction de la facture énergétique, ce qui est considérable pour des personnes qui ont de plus en plus de mal à boucler leur fin de mois. C'est aussi une amélioration de la santé, car lorsque l'on lutte contre les gaz à effet de serre, on lutte par la politique de transport contre la pollution de l'air ; les impacts sont directs. Ce sont aussi de nouveaux emplois créés dans le secteur du bâtiment.

Je ne rentrerai pas plus dans le détail des gros chantiers de cette année, j'aurai sans doute des choses à dire pendant le débat.

Je voulais vous parler d'autre chose ; la Ville de Paris a mis en place un Plan Climat qui cherche à réduire l'empreinte écologique de la Ville, c'est-à-dire avoir moins d'émissions de gaz à effet de serre.

Aujourd'hui, et ce sera le cas au prochain conseil de Paris, nous allons ouvrir une nouvelle étape dans les politiques « climat » : mettre en place des stratégies d'adaptation au réchauffement climatique. Vous l'avez dit, la planète se réchauffe déjà, elle a déjà pris 0,8 degrés, ce qui a de vraies conséquences en terme de changement climatique sur la vie des Parisiens.

La Ville de Paris a travaillé avec Météo France pour étudier les impacts des dérèglements climatiques à 30, à 50, à 100 ans, sur la vie des Parisiens. On sait que Paris est « robuste » : on ne vit pas sur une

côte et on ne subira donc pas une montée des mers. De plus, nous avons une politique d'urbanisme et sociale qui nous permet d'être résistant face à ces changements.

Cependant, nous aurons dans l'avenir à faire face à trois types de risques :

- un dérèglement climatique extrême, comme par exemple l'été caniculaire que nous venons de vivre, ou celui de 2003. Ces étés seront la règle en 2050, ce qui demande de s'y préparer.
- il va falloir également garantir à long terme pour la Ville notre approvisionnement en énergie, en eau et en alimentation. Vous avez entendu parler de ce qui s'est passé en Californie, dans un état riche et moderne : des restrictions d'eau, les nappes phréatiques ayant subi les changements climatiques.
- un enjeu énorme en termes de solidarité. Cet enjeu a été soulevé avec la question des migrants ces dernières semaines. En effet, les dérèglements climatiques ont des conséquences certaines sur les mouvements de population. Paris doit s'y préparer.

La mobilisation du territoire parisien.

C'est un volet de la mise en œuvre du Plan Climat de la Ville de Paris. L'idée est d'amener tout le monde à rentrer dans cette dynamique.

Plusieurs dispositifs existent à la Ville de Paris, et je n'en prendrai qu'un pour illustrer la philosophie qui conduit ce dispositif : les acteurs du Paris durable, réseau qui rassemble toute personne, individuelle, association ou entreprise, engagée dans une action de développement durable. Plutôt que de les laisser mener leur action individuellement, l'idée est de les mettre en réseau, de les faire se connaître, de mieux communiquer, afin de créer une émulation pour que d'autres rentrent dans le dispositif. Cela touche 180 000 personnes à Paris, qui mènent toutes des actions très intéressantes.

La philosophie de la Ville est d'aider et d'accompagner toute personne qui rentre dans cette dynamique, en allant non plus du haut vers le bas, mais vers des actions de plus en plus désenclavées.

Cela a été mis en place pour les grandes entreprises parisiennes, puis pour les petits commerçants, et nous essayons de la développer à d'autres réseaux.

Nous avons souhaité mettre cette philosophie encore plus en valeur en cette année particulière, qui est celle de la tenue de la COP21 à Paris. L'idée est de mobiliser tous les acteurs qui sont dans cette dynamique et de partager les enjeux, à savoir ce qu'implique le dérèglement climatique et toutes les questions sous-jacentes.

En 2015, Paris a donc décidé de se mettre aux couleurs du climat. Je vous enverrai un mail qui reprendra tous les événements à venir.

Je voulais mettre en avant trois points :

La Ville de Paris se met aux côtés de toutes les associations qui souhaitent réaliser des actions de partage de ces enjeux. Un grand appel à projet a été lancé pour un soutien financier. Nous avons mis l'espace public à disposition de ces initiatives. Nous avons porté notre soutien notamment à Alternativa, qui se tiendra les 26 et 27 septembre prochain place de la République. Il est indispensable d'aller y faire un tour.

Par ailleurs, nous avons voulu travailler plus avec les entreprises. En tant que collectivité, nous possédons un levier important, grâce à la commande publique, et nous pouvons faire changer les entreprises dans leurs pratiques. Si vous vous promenez sur les berges de Seine ou sur le canal de la

Villette, vous pourrez voir que certaines entreprises exposent leurs solutions pour lutter contre le dérèglement climatique. C'est notre façon de les faire bouger par rapport à un certain nombre de leurs positions.

Enfin, je vous invite à venir pendant la COP21 sur le parvis de l'Hôtel de Ville. Vous pourrez vous promener dans ce que nous avons appelé « le Paris d'avenir », dans une rue parisienne.

Avant de vous parler de la COP21, je voudrais terminer en vous disant que Paris n'est pas seule dans son action de lutte contre le dérèglement climatique. Depuis plusieurs années, la Ville est membre de plusieurs réseaux de villes engagées sur cette thématique. Tous les élus impliqués sur ces questions travaillent sur un mode de coopération. Dans un monde compétitif, il est intéressant de voir que, quelles que soient nos obédiences politiques, nous travaillons tous dans le même sens. On arrive presque à une sorte de lobbying qui vient titiller les États sur ces questions de dérèglement climatique. En effet, vous le savez, les États parlent beaucoup mais les villes font. Nous voulons être accompagnés par les États dans notre démarche. Pendant la COP21, à l'initiative de la Maire de Paris, se tiendra à Paris un grand sommet qui rassemblera les maires du monde entier, pendant lequel nous prendrons des engagements et ferons des propositions que nous porterons aux États.

Tout le monde parle de la COP21 mais tout le monde ne sait pas ce qui se cache derrière ce sigle. La COP21 est la 21^e conférence des partis, c'est-à-dire la réunion de tous les États, pendant laquelle doit être pris un accord fort entre les États. Cet accord rassemble quatre piliers :

- Les États doivent mettre sur la table tout ce qu'ils ont décidé de faire en matière de réduction des gaz à effet de serre à partir de 2020 : quels engagements prennent-ils pour que le réchauffement de la planète soit en-deçà des 2 degrés ?
- Les États tiennent à ce que l'accord ait un volet atténuation, c'est-à-dire de lutte contre le dérèglement climatique, à l'instar de ce que nous faisons à Paris dans le cadre du Plan Climat. Il faut également prendre en compte la datation du réchauffement climatique. À Paris, nous nous préparons à des étés caniculaires. Dans d'autres États, des personnes sont obligées de bouger car elles n'ont plus accès à l'eau ou à l'alimentation. Dans les pays du sud notamment, ces questions doivent être prises en considération.
- Le troisième volet est le financement : il y a un besoin de solidarité énorme. Les pays du sud demandent que les États mettent de l'argent sur la table, que nous soyons tous solidaires. En effet, nous vivons tous sur la même planète et ces problématiques ne connaissent pas les frontières.
- Le dernier pilier est « l'agenda des solutions », c'est-à-dire une compilation de l'ensemble des contributions de la société civile à la lutte contre le dérèglement climatique.

Aujourd'hui, être optimiste par rapport à cette COP21 est compliqué. Certains d'entre nous ont peut-être mis leurs attentes au rabais, mais quoi qu'il arrive, il faut définitivement un accord. Nous avons besoin d'un signal fort des États ; Ce qui est certain, c'est qu'il y a une belle dynamique au-delà des États : Alternativa en est l'illustration.

Je suis sûre que nous allons avoir de beaux échanges ce soir à ce sujet. Je vous remercie.

Applaudissements.

Mme PETIT - Merci, Célia, pour cet éclairage parisien. Je passe la parole à Mme MELIN de la Société Nationale de Protection de la Nature.

Mme MELIN - On m'a demandé de présenter notre association, qui est basée dans le 14^e : la SNPN, créée en 1854. Elle était hébergée au départ au Muséum d'Histoire Naturelle et depuis les années 90 a

déménagé dans le 14^e.

Notre association a pour principal objectif la préservation des milieux naturels et des espèces de la flore et de la faune sauvage.

Nous sommes axés aujourd'hui sur la protection de la biodiversité et nous avons plusieurs missions :

- la gestion des milieux naturels : nous sommes gestionnaires de deux réserves que vous connaissez certainement, la réserve de la Camargue, dont on a dit tout à l'heure qu'elle pouvait disparaître, et la réserve du lac de Grand Lieu, qui sont deux zones humides. Vous avez peut-être entendu parler de la subvention RAMSAR qui désigne des sites d'importance mondiale pour la préservation de ces milieux, notamment les espèces d'oiseaux migrateurs. Gestion des milieux naturels ne signifie pas forcément intervention. Il faut laisser la nature s'exprimer et ne pas mettre de barrières ou d'obstacles à son épanouissement.

- les actions de sensibilisation : vous avez pu voir sur la table à l'entrée, une revue que notre association édite, à destination du grand public. Elle traite des questions de la biodiversité, de la nature et des milieux, en France ou à l'étranger. Cette année, le numéro spécial a pour thématique les pôles antarctique et arctique. En cette année de COP21, cela tombe bien, car ce sont des milieux particulièrement fragiles. La température y a augmenté de plusieurs 4 à 6 degrés depuis quelques années. L'impact sur la biodiversité est beaucoup plus important sur ces territoires.

- les interventions régulières auprès des pouvoirs publics, dans différents comités, commissions nationales ou instances régionales, comme la Trame verte et bleue.

En tant qu'association de défense de la nature, nous essayons d'assurer la continuité dans les paysages et de lutter contre la déforestation, pour permettre aux espèces de survivre et de s'adapter aux changements climatiques.

Plus localement, nous menons des actions fortes (programme de préservation) sur les zones humides, notamment en Ile-de-France. L'intérêt des Trames vertes et bleues est que ces milieux permettent à des espèces de parcourir des espaces. Ce sont de vrais foyers de biodiversité. C'est un inventaire participatif ; tout le public francilien peut participer.

Nous travaillons également sur des espèces particulièrement rares ou menacées en Ile-de-France.

Nous publions une autre revue plus spécialisée, la *Revue d'écologie - la Terre et la Vie*, à destination des chercheurs et d'un public scientifique. Nous publions également un bulletin gratuit, qui traite des zones humides, à destination des professionnels, des usagers, afin de mieux les préserver.

Nous avons édité un numéro spécial en lien avec la COP21 et en partenariat avec la mairie de Paris. Nous organisons le 10 octobre prochain, à l'auditorium de l'Hôtel de Ville de Paris, une conférence en lien avec cette thématique des pôles.

[Applaudissements]

Mme PETIT - Florentin LETISSIER, en conclusion.

M. LETISSIER - Merci, Mme la Maire.

La conclusion va être difficile car de nombreuses choses ont été dites. Je vais essayer de ne pas être trop long ; si c'est le cas, vous m'arrêtez.

Comme l'a expliqué Celia BLAUDEL, cette COP21 est importante, pour la dynamique qu'elle implique.

C'est aussi l'occasion de mettre en avant ces actions puisque pour la première fois, les villes vont avoir un rôle central.

En tant que mairie du 14^e, nous avons évidemment souhaité participer à cette grande mobilisation pour le climat, notamment avec un riche programme de rendez-vous labélisés « le 14^e pour le climat ». L'objectif est de sensibiliser les habitantes et habitants aux enjeux de la préservation de l'environnement et de la lutte contre le dérèglement climatique, en le faisant de manière originale et variée, en cherchant à adapter les messages aux différents publics.

Par exemple, avec Mélody TONOLLI, nous avons voulu travailler sur les liens entre développement durable et culture, en soutenant une installation d'art contemporain au Parc Montsouris sur le thème de la montée des eaux.

Avec Amine BOUABBAS, nous réfléchissons à l'organisation d'un trophée de football pour le climat pour les jeunes de l'arrondissement. Nous souhaitons sensibiliser ce public difficile à toucher.

Nous allons également nous impliquer dans le défi « famille à énergie positive », organisé par l'agence parisienne du climat, où des foyers se fixent des objectifs de réduction de leur consommation d'électricité et d'eau. Cela se fait de manière ludique. Je vous invite à venir participer à ce défi. Le 14^e est le premier arrondissement à s'investir en matière d'économie d'énergie.

Il y aura le 26 septembre prochain, au parc Montsouris un grand débat citoyen autour du thème de la biodiversité à Paris. On sait que les végétaux sont importants dans la lutte contre le dérèglement climatique, puisque ce sont des puits de carbone. Plus on a de biodiversité plus on lutte contre le réchauffement.

Il faut de la fraîcheur à Paris et ce sont dans les parcs où il y a des végétaux que l'on en trouve. C'est pour cela que l'on travaille à ouvrir davantage d'espaces verts dans l'arrondissement, comme sur la petite ceinture, en veillant à préserver la biodiversité de ce lieu.

Nous n'avons pas attendu la COP21 pour agir. De nombreuses choses se font à Paris et dans le 14^e sur le plan environnemental, depuis de nombreuses années. Je ne vais pas revenir sur le Plan Climat qu'a évoqué Célia

On pourrait citer toutes les réalisations dans le 14^e du Plan climat : les panneaux photovoltaïques, les sites de compost... On a bénéficié de beaucoup d'actions de ce Plan Climat. Si j'avais une suggestion à faire, c'est que toutes ces actions de Plan Climat pourraient être décentralisées davantage, en donnant aux arrondissements un pouvoir décisionnel sur ces aménagements de proximité. C'est une piste de réflexion pour la suite.

La mairie du 14^e soutient les acteurs et les actrices qui s'engagent pour le développement durable. Nous avons la chance d'avoir une dynamique associative très forte dans le 14^e, avec de très beaux projets de développement durable. Citons par exemple le programme « Graines de quatorziens » de l'association Florimont, qui a connu un grand succès au forum des associations, l'action des associations Rejoué et la Réserve des arts, l'implication de notre Régie de quartier sur les questions du réemploi et du recyclage. Nous nous sommes également engagés au printemps dernier aux côtés de l'association le Chaînon Manquant, qui travaille sur la récupération des invendus alimentaires des magasins, pour les redistribuer à des structures sociales. Cette expérimentation se poursuivra d'ailleurs dans les tous prochains jours, en lien avec les États Généraux de l'économie circulaire. Enfin, nous avons soutenu très récemment l'ouverture d'une nouvelle structure écolo compatible, l'association Solicycle, qui proposera des ateliers participatifs autour de la réparation de vélos.

Enfin, nous pouvons faire du futur éco quartier Saint-Vincent-de-Paul l'emblème de la ville durable dans le 14^e arrondissement, en premier lieu dans sa conception, que nous souhaitons ouverte aux

habitantes et habitants. Une première phase de la concertation s'est terminée au printemps 2015, et a permis de faire émerger de grands diagnostics et désirs partagés : végétalisation des espaces, circulations douces. Ce serait bien d'avoir un éco quartier exemplaire en matière de circulations douces : vélos, piétons, qui prendront de plus en plus de place.

Le défi de Saint Vincent de Paul c'est de monter que l'on peut avoir de l'excellence environnementale et de la mixité sociale. C'est un grand enjeu, que ce soit au niveau local, national, ou mondial. D'autres orateurs ont parlé des inégalités entre pays du nord et pays du sud. Il est inconcevable que le développement durable soit uniquement un « truc » de pays riches, qui se barricadent derrière leurs frontières, alors que d'autres pays n'ont pas les moyens de lutter contre le dérèglement climatique. Ce qui se joue avec la COP21, c'est que les pays riches doivent être amenés à aider les pays pauvres.

L'éco quartier Saint Vincent de Paul doit donc être exemplaire en matière environnementale, ainsi qu'au niveau social. C'est pour cela que nous avons insisté pour y réaliser 50 % de logements sociaux.

Dans les prochaines semaines, le site sera ouvert au grand public ; nous n'allons pas attendre la pose des premières pierres pour que les habitants puissent se l'approprier.

Lors du Conseil d'arrondissement, auquel je vous invite à assister, nous aurons une délibération qui souhaite octroyer une subvention à l'association Yes We Camp. Cette association va animer le site Saint Vincent de Paul en occupation temporaire, avec de nombreuses activités liées au développement durable : végétalisation, recyclage, etc. Je vous invite à en parler autour de vous et à investir ce site.

Vous le voyez, il se passe beaucoup de choses dans le 14^e autour des thèmes de l'environnement et du développement durable. Ce CICA spécial COP21 en est d'ailleurs une preuve supplémentaire. Je tiens d'ailleurs à remercier toutes celles et ceux qui ont rendu cet événement possible : mon collègue Didier ANTONELLI, ainsi que toutes les associations que j'ai rencontrées. Il y a là de belles dynamiques collectives, et dans la période actuelle, c'est porteur d'espoir. Je vous remercie.

[Applaudissements]

Mme PETIT - Qui souhaite intervenir ?

Une dame dans le public - Je ferai une intervention au ras des pâquerettes. Le climat, c'est très beau, mais l'environnement au quotidien, c'est très moche !

J'habite dans un quartier dégoûtant, je suis ulcérée. Je ne sais pas ce qu'il faut faire ; je tape à toutes les portes et j'espère que cela bougera. Je n'habite pas à Saint Vincent de Paul, j'habite rue Raymond LOSSERAND, dans un passage. On parle de développement durable : on nous a mis une superbe plante artificielle. Cela sent mauvais, c'est sale ; les clochards ont retrouvé leur environnement préféré. C'est jonché de canettes, j'ai failli vous en apporter. Tous les jours, je me retrousse les manches et je ramasse. C'est le quotidien, je vous parle du quotidien, et la fameuse mixité sociale est rude : nous vivons dans la crasse !

Je pose la question ; que peut-on faire ? Venez faire un tour. Il n'y a rien, cela ne bouge pas, et c'est toujours aussi dégoûtant.

Je voudrais savoir s'il était possible, quand la mairie contacte le bailleur ICF, qu'il y ait une représentation des locataires, de ceux qui vivent sur place !

C'est la question que je pose. Je suis désolée d'être véhémence. Venez faire un tour, cela vaut le déplacement !

Mme PETIT - Merci. On peut s'exprimer sur tout. Nous avons discuté hier au conseil de quartier

Raymond Losserand de l'amélioration de la propreté et des relations entre locataires, et la mairie y prend toute sa part.

Y a t-il des interventions sur le sujet de ce soir ? Sur la COP21, sur la mobilisation des associations, de tous les acteurs ?

M. BENAMRANE - Merci beaucoup. Au niveau du comité de coordination du CICA, nous aimerions voir ce qu'il est possible de faire avec les habitants du 14^e. Nous pourrions sélectionner une ou deux familles dans chaque comité de quartier, et leur faire une visite de la COP21. Cela ne coûtera rien. Les déplacements seront gratuits. On pourra leur expliquer ce qu'est une conférence internationale, comment cela se déroule. Ils pourront rencontrer des gens de tous les continents et de tous les pays.

Ce que l'on attend de cette initiative, c'est qu'en retour, ils fassent de la publicité dans leur quartier, pour expliquer ce qui s'y passe. Merci.

M. LIEBAULT - Je voudrais rebondir sur ce qui a été dit : la crasse n'est pas l'environnement préféré des clochards ! Je suis choqué d'entendre dire que des personnes auraient des propensions à vivre dans des conditions difficiles. La rue est subie, elle n'est pas choisie. Je voulais insister sur ce point.

Sur le sujet qui nous concerne, je voudrais prendre à rebrousse-poil ce qui a été dit ; on a dit que l'on partait du local pour aller au global. J'aurais tendance à dire qu'il faut aussi partir du global pour aller au local. Aujourd'hui, il y a une propension à culpabiliser les habitants ; on donne l'impression que chaque acte individuel serait à la fois le problème et la solution au réchauffement climatique, qu'il faudrait s'en remettre à une décentralisation complète au niveau des individus, et que peu à peu le problème serait résolu.

Or, ce qui amène les habitants à avoir une attitude qui a des conséquences en termes de climat, ce sont aussi des conditions de vie qui ne sont pas choisies. Je prendrais l'exemple de la politique du transport : on a aujourd'hui un éloignement très important entre le lieu de travail et le domicile. En région Ile-de-France, beaucoup de personnes font un trajet très important de la banlieue à Paris, ou de banlieue à banlieue. Ce n'est pas quelque chose qu'ils choisissent. C'est leur employeur qui décide, c'est le fait que les activités économiques soient implantées à tel ou tel endroit. Les habitants n'ont aucune marge de manœuvre. La métropole du grand Paris, que nous dénonçons, entraînera un renforcement de cet éloignement.

De même pour l'habitat écologique : on fait de la promotion pour les maisons à énergie positive, mais qui a les moyens de construire une maison à énergie positive ? Un investissement public très important est nécessaire mais dans le cadre d'une austérité forte imposée par les gouvernements successifs, il n'y a pas moyen d'investir dans la transition énergétique.

Dernier exemple, la forêt qui joue un rôle très important pour absorber la pollution : ce ne sont pas les petits paysans qui sont responsables de la déforestation, mais bien les grandes multi nationales de l'agroalimentaire et les grands propriétaires fonciers.

Il faut mettre la responsabilité, là où elle est mais pas seulement au niveau de l'habitant qui ne fait que subir les conditions économiques. Aujourd'hui, il faut constater que le capitalisme est un chien fou, au développement non maîtrisé. La seule solution est un autre système, où les peuples puissent maîtriser leur avenir. Cependant, avec une société aussi hiérarchisée, où la tête du système décide de tout (et non les habitants), on n'y arrivera pas.

Je terminerai sur la COP21 qui sera une coque vide tant que les intérêts économiques qui régissent la planète ne seront pas remis en cause. On aura beau avoir toutes sortes de déclarations d'intention, ce ne sera pas mis en œuvre si on ne rompt pas avec ces intérêts économiques.

C'est pour cela que je suis pessimiste si on ne change pas le cadre, mais optimiste, si on situe la réponse au bon niveau de la société.

Merci.

[Applaudissements]

Le représentant de l'UJB - Je représente l'Union des Jeunes du Bangladesh, née en août 1976, pour la défense de leurs droits et intérêts. Le Bangladesh est un pays d'Asie de 156 millions d'habitants, de 147 570 km². Il est parmi les pays les plus pauvres du monde.

Son climat a trois saisons :

- été : de mars à juin, climat chaud et humide ;
- automne : de juin à octobre, climat frais et humide ;
- hiver : d'octobre à mars, climat frais et sec.

C'est un pays vulnérable aux inondations, pour plusieurs raisons : il se situe au niveau de la mer, voire en dessous, il est soumis à des marées et des pluies de moussons. Le Bangladesh est soumis également au changement climatique en raison de sa situation géographique et son faible niveau de développement. L'ampleur du problème est tellement importante, que les pays développés doivent réduire leurs émissions et apporter une assistance financière significative.

Au Bangladesh, les conséquences des dérèglements climatiques poussent des milliers de personnes à quitter leur terre d'origine. On a donc une augmentation des réfugiés environnementaux.

Merci.

[Applaudissements]

Mme COULIBALY - Bonjour. Je me présente : Mme Fatoumata COULIBALY, présidente de l'association malienne de lutte contre la drépanocytose. Je ne suis pas là pour parler de cela. Nous parlons ce soir de l'environnement et je voudrais en profiter pour parler de quelque chose qui me tient à cœur.

J'habite rue du Moulin de la Vierge dans le 14^e. Notre immeuble rencontre un problème. Il y a beaucoup de chiens. Certaines personnes ont jusqu'à 7 chiens. La rue du Moulin de la Vierge est pleine d'excréments. Les gens n'emmènent pas leurs chiens là où il faut.

Le problème est le même dans le jardin et dans les ascenseurs, où les chiens font pipi !

Qu'est-ce qui me fait mal ? C'est que l'on accuse les Africains de faire pipi dans les ascenseurs ! Mais on ne peut pas faire pipi dans un ascenseur, alors qu'il y a plein de personnes qui y montent ! Cela me fait vraiment souffrir !

Que faut-il faire maintenant avec ces personnes et ces chiens ? Les gens souffrent, ils marchent sur les cacas et les pipis !

On parle de l'environnement, c'est pour cela que je parle de cet aspect là.

[Applaudissements]

Mme PETIT - Y a-t-il d'autres prises de parole ?

Une habitante du 14^{ème} arrondissement - Bonsoir, je suis Éloïse, habitante du quartier. Vous avez dit que les émissions des gaz à effet de serre étaient principalement dues aux bâtiments et aux logements,

et au transport de personnes et de marchandises. Des mesures ont-elles été prises pour le 14^e arrondissement afin de contribuer à la réduction de ces émissions ?

Mme PETIT - Peut-être que Célia peut répondre.

Mme BLAUDEL - Les chiffres se trouvent sur le document qui circulait. La Ville réalise tous les cinq ans un bilan carbone qui fait la somme des émissions des gaz à effet de serre sur le territoire, liées aux bâtiments, au transport et à l'ensemble des activités de la Ville. Ce bilan carbone va être remis à jour l'année prochaine ; on verra l'évolution depuis 5 ans et l'impact des actions mises en œuvre. Il n'est pas forcément possible de mesurer cela à une échelle individuelle, mais pendant la COP21 se déroulera un événement : les 24 heures pour le climat, où chacun pourra évaluer quel est son poids carbone, en essayant de faire un effort pour changer sa façon de vivre.

Je reviens sur ce que disait Nicolas LIEBAULT. Pour moi, il faut faire très attention avec la politique des petits gestes. C'est un peu comme les climato sceptiques. Il ne faut pas faire peser sur les gens la question du climat.

Deux grandes énergies, sur ces questions de développement durable, sont en train d'entraîner un changement :

- une dynamique de société, à côté de laquelle on ne peut pas passer : ce sont toutes les dynamiques qui se mettent en route pour changer de modèle de société. Lorsque l'on parle de climat, on est obligé d'avoir un rapport à l'intérêt général ; on fait communauté dans le bon sens du terme ;
- une dynamique politique ; c'est à nous tous, élus, de prendre nos responsabilités. C'est pour cela que je disais qu'il était extrêmement important qu'il y ait un accord à la fin de l'année et que les États s'impliquent à nos côtés. On arrive aussi un moment où il manque un cadre juridique pour avancer, il manque des aides financières.

Un sujet que nous connaissons bien à Paris est la question des transports et la lutte contre les émissions liées aux transports. Nous sommes un certain nombre ce soir à dire d'une voix unanime que la journée sans voiture ou d'autres dispositifs que nous allons mettre en place à la Ville de Paris, ont besoin d'un soutien plus fort de la part du ministère de l'écologie et du gouvernement.

C'est la même chose quand on parle d'alimentation durable et du bio dans les cantines. Il va falloir du courage pour changer les cadres nationaux sur ces questions et résister à un certain nombre de lobbying économiques qui se mettent en travers.

Une dame dans le public - Bonsoir. Je voulais savoir quels sont les dispositifs d'accessibilité pour les personnes handicapées pendant la COP21, mais également pour la Ville de Paris, et à l'échelle de l'arrondissement.

Mon association s'adresse plus précisément aux populations sourdes et malentendantes, qui sont des citoyens à part entière. Qu'en est-il de l'accessibilité en langue des signes ?

Il y a une vraie difficulté à rendre du contenu d'information sur vos événements institutionnels et politiques. Or, ces personnes sont très mobilisées sur les questions environnementales. Quand nous organisons un débat sur ces questions, nous réunissons plus de 90 personnes.

C'est une vraie question, c'est une vraie position politique.

Mme GUY-DUBOIS - J'en profite pour annoncer qu'avant les vacances s'est tenue la première réunion pour le lancement du Conseil local du handicap, avec tous les acteurs du 14^e. Étaient invités toutes les associations actives et mobiles sur ces questions, les conseillers de quartier, ainsi que tous les

particuliers qui avaient fait preuve d'intérêt pour ces questions. Le premier Conseil local du handicap, se tiendra courant octobre.

Je n'ai pas beaucoup d'éléments à fournir concernant l'accès aux manifestations de la COP21, mais nous allons pouvoir interroger les organisateurs.

Mme LEKIN - Je suis d'accord à 95 % avec mon camarade Nicolas LIEBAULT, mais je suis très préoccupée par les gestes du quotidien. La Ville de Paris engage en ce moment une campagne de communication sur les mégots de cigarettes, et je voudrais que tout le monde prenne sa part. En effet, un mégot met 12 ans à se désintégrer, et nous ramassons environ 350 tonnes de mégots par an. Cela prend donc des proportions importantes et tout cela nous lie à notre environnement.

Je voudrais que tous les services de la Ville de Paris soient exemplaires, à commencer par le parvis de notre mairie. Je souhaite que tout le monde dépose son mégot dans les corbeilles, notamment rue du Commandeur, où se trouve un point noir de mégots ; or, cet immeuble est le service de l'environnement de la Ville de Paris !

J'espère que le message est passé. J'avais promis aux services de la propreté que j'allais dire cela ce soir, afin de les aider, car les services n'osent pas trop s'interpeler entre eux.

J'espère que la prochaine fois que nous ferons une opération de grand nettoyage, rue du Commandeur, cela sera nickel.

Applaudissements

Mme PETIT - Lorsque le sujet est large, comme la COP21, les interventions sont très diverses. La difficulté est d'arriver à favoriser cette prise de conscience. Chacun voit l'environnement à son échelle. Les citoyens sont parfois bien en avance. Les questions sociales, économiques et financières sont imbriquées.

Nous sommes là pour fédérer les énergies, permettre que ce type de débat puisse avoir lieu et penser collectivement sur ces questions. Notre idée avec Florentin, est que tout ne s'arrête pas au mois de décembre, qu'à l'échelle de notre territoire, nous puissions continuer à aider à cette prise de conscience et à cette mobilisation citoyenne. En effet, rien ne sera résolu après la tenue de la COP21.

Des actions artistiques sur nos murs et dans nos espaces publics sont prévues d'ici la fin de l'année, pour réveiller nos consciences. Certains bailleurs interviennent pour réhabiliter les logements pour qu'ils soient moins énergivores.

Le débat ne fait que commencer. Nous reviendrons avec des propositions concrètes. Les premières actions seront présentées dans le prochain journal du 14^e, dans le courant de cette semaine.

Nous continuons sans cesse à agir sur les questions d'environnement et de qualité de vie du quotidien, avec Sylvie LEKIN notamment.

Est-ce que le bureau souhaite dire quelques mots ?

M. BENAMRANE - J'aurais souhaité que vous annonciez le thème du prochain CICA, même si la date n'est pas fixée, afin que chacun puisse se préparer.

Mme PETIT - Ce sera sur le thème du sport et de la pratique sportive. Nous essaierons d'organiser ce prochain CICA avant la fin de l'année 2015. Nous sommes en train de caler le déroulé avec l'OMS.

Nous allons faire une pause. Vous pouvez utilement utiliser cet entracte : une urne pour le budget

participatif est à votre disposition, dans la salle qui se trouve en face de la salle du Conseil.

La séance est levée à 19h30.